

18/6/2019



## Appel des Maires pour le climat

le 18/6/2019

Aujourd'hui, dans un monde à +1°C, les effets du changement climatique sont déjà visibles dans les collectivités dans lesquelles nous sommes aux responsabilités : augmentation de la fréquence et de la violence des événements météorologiques extrêmes, pics de chaleur, fonte des glaciers, hausse du niveau des océans, incendies de forêts, prolifération de moustiques... Demain, il sera trop tard.

Nos collectivités mènent des politiques d'adaptation et d'atténuation afin de limiter nos émissions de gaz à effet de serre et de permettre aux générations futures de vivre sur les territoires de leurs parents. Cet effort commun pour respecter l'objectif inscrit dans l'Accord de Paris de limiter le réchauffement « nettement en dessous de 2°C » doit être partagé par tous, et en particulier par ceux qui sont historiquement responsables d'une partie non négligeable des émissions mondiales de gaz à effet de serre.

Nous ne pouvons en effet pas décemment exiger des collectivités locales et des citoyens de porter seuls les efforts nécessaires pour sauver le climat.

Les 25 multinationales les plus polluantes de la planète sont responsables de plus de 50% des émissions mondiales de gaz à effet de serre. L'entreprise Total en fait partie. En tant que major de l'énergie, elle est à elle seule responsable de près de 0,9% des émissions mondiales de gaz à effet de serre à travers les produits qu'elle met à disposition des consommateurs. Sa responsabilité pour limiter les effets du changement climatique doit être à la hauteur de sa contribution historique et de son poids politique et économique.

Force est de constater que le compte n'y est pas. Total ne s'engage pas dans une trajectoire de baisse des émissions permettant de limiter le réchauffement à +1,5°C, comme le requiert l'Accord de Paris, et de prévenir les risques d'atteintes graves à l'environnement, aux droits humains et à la santé et la sécurité des personnes résultant du changement climatique. Alors que la jeunesse mondiale presse les responsables politiques et économiques pour pouvoir vivre dignement sur une planète qui ne soit pas transformée en étuve, Total continue à investir plusieurs milliards d'euros par an dans des énergies fossiles, devenues mortifères alors qu'elle pourrait préparer l'avenir en s'engageant uniquement sur des projets de production d'énergies renouvelables.

Le temps nous est désormais compté. Dans une trentaine d'année, nous devons vivre dans un monde neutre en carbone dans lequel les émissions résiduelles seront intégralement compensées. Dans ces conditions, pourquoi continuer à investir dans la recherche de nouveaux gisements de pétrole et de gaz, destinés à nous alimenter en énergies fossiles bien au-delà de cet horizon de 2050 ?

Les enfants qui viennent au monde aujourd'hui auront alors à peine 30 ans. Il est de notre responsabilité de leur garantir les mêmes options que nous, sans avoir à subir les effets catastrophiques d'une hausse incontrôlée des températures et à supporter des coûts faramineux pour tenter de s'y adapter.

Telles sont les raisons pour lesquelles, en ce 18 juin 2019, nous lançons un appel à l'ensemble des élus, maires, présidents de collectivités afin qu'ils s'associent à nous pour demander à Total de baisser rapidement ses émissions afin de limiter le réchauffement à +1,5°C.

Signataires :

- Pierre ASCHIERI – Maire de Mouans-Sartoux
- Stéphane BLANCHET – Maire de Sevran
- Jean-Pierre BOUQUET – Maire de Vitry-le-François
- Damien CAREME – Maire de Grande-Synthe
- Gérard COSME – Président d'Est-Ensemble Grand Paris
- Jean-René ETCHEGARAY – Maire de Bayonne
- Alain FABRE – Maire de Bize-Minervois
- Patrick JARRY – Maire de Nanterre
- Michaël LATZ – Maire de Correns
- Daniel LEFORT – Maire de Champneuville
- Christian METAIRIE – Maire d'Arcueil
- Vanessa MIRANVILLE – Maire de La Possession
- Eric PIOLLE – Maire de Grenoble
- Clément ROSSIGNOL PUECH – Maire de Bègles

+ Val de Loire (Région)